

Les épreuves du bac sous pression

L'effet loupe des réseaux sociaux a exacerbé les couacs de la session

C'est une charge au vitriol contre le baccalauréat qu'a lancé, le 22 juin, le syndicat de chefs d'établissement SNPDEN-UNSA, brocardant « un concours Lépine des sujets les plus hors-sol ». Jeudi devait être le dernier jour d'épreuves pour les 719 000 candidats de la session 2017. C'est devenu l'avant-dernier jour pour les quelque 18 000 lycéens de la voie technologique reconvoqués, vendredi, pour repasser leur LV1 espagnol. Et pour cause : on les a laissés transpirer, lundi 19 juin, sur un sujet déjà donné lors de la session dite de remplacement, en septembre 2016.

Depuis le début des épreuves, pas un jour n'est passé sans qu'une alerte soit lancée sur les réseaux sociaux, avant d'être confirmée... ou pas : « fuite », sujets de secours, questions qui s'échangent – et parfois même se monnaient – sur Twitter, distribution de copies hasardeuse ou retardée, question jugée inattendue ou mal posée... Les candidats ont fait entendre leur peur d'une rupture d'équité. **« Leur émotion est légitime, réagit Stéphane Crochet, du syndicat SE-UNSA. Eux ne passent qu'une seule session. C'est à l'institution, aux responsables de prendre de la hauteur pour comparer et mettre à plat les difficultés rencontrées d'une année sur l'autre. »**

A cet exercice-là, le ministère de l'éducation entend tirer son épingle du jeu : sa direction générale de l'enseignement scolaire a dénombré le recours à six sujets de secours en 2017, contre onze lors de la session 2016. Concernant les rectificatifs réalisés en cours d'épreuve par l'inspection générale – à la suite d'une incompréhension ou de l'inexactitude d'un intitulé –, ce sont quinze ajustements qu'il fait valoir, contre vingt-trois en 2016.

Statistiquement parlant, il n'y a pas d'inflation, au dire de l'institution. Et pourtant, au moins deux enquêtes ont été ouvertes : l'une, sur l'éventuelle fuite de sujets d'évaluation des compétences expérimentales au bac S, organisée début juin en amont des épreuves finales, a été confiée à la gendarmerie ; une autre, administrative et relevant de l'inspection générale, devra permettre de comprendre comment un sujet d'espagnol a pu être proposé deux fois à moins d'un an d'intervalle au bac techno.

« En pratique, on compte moins d'incidents, assure-t-on au ministère. C'est l'écho qui est plus fort : un problème réel mais qui n'avait qu'un retentissement local peut prendre aujourd'hui, en un Tweet, une dimension nationale. »

Dizaines de pétitions

Ce sont les candidats de la voie technologique qui ont cumulé les « errements du système », pour paraphraser Philippe Tournier du SNPDEN-UNSA. A eux la distribution avec une heure de retard, le 15 juin, des sujets de philosophie. A eux l'erreur sur le sujet d'espagnol, lundi, ou la fuite, mercredi soir, d'une des questions du sujet d'éco-droit (5 points sur 20) soumis le jeudi aux élèves de la filière sciences et technologies du management – et qui devra donner lieu à un ajustement du barème, reconnaît-on au ministère.

Reste que ces couacs avérés n'ont pas nécessairement fait plus de bruit que les pétitions de candidats – il en circulerait des dizaines – critiquant le choix de tel ou tel sujet. Pas plus de bruit, non plus, que le recours aux sujets de secours, dénoncé au quotidien. *« Ces sujets bis ont toujours existé pour se prémunir des erreurs ou des fuites, tempère Catherine Nave, du SGEN-CFDT. Ils sont rédi-*

gés dans les mêmes conditions que les sujets initiaux. »

Côté enseignants, on nuance aussi. Ces fausses notes, « ce n'est pas nouveau, commente Claude Garcia, professeur dans le Lot-et-Garonne, mais la différence c'est qu'aujourd'hui on a la loupe des réseaux sociaux ». Ainsi qu'une « transparence accrue des différentes institutions », ajoute Nicolas Frank, professeur dans les Hauts-de-Seine.

Cet effet de loupe sur les dysfonctionnements du bac est-il seulement lié aux nouveaux médias, qui offrent une caisse de résonance, voire un défouloir à la jeunesse en mettant sur le même plan rumeur et vrai dysfonctionnement ? Les années passées, on avait connu des polémiques sur le fond des sujets – le « Tigre bleu » au bac français, la concentration de sujets sensibles en histoire... L'édition 2017, marquée par une hausse de 3,3 % des candidats, est plutôt l'année des écueils techniques.

Des « fautes de débutants », disent les enseignants, miroir d'un examen bicentenaire qui ne cesse de se complexifier au fil des ans. *« Nos remontées font état de services administratifs un peu dépassés, comme si la poussée démographique n'avait pas été anticipée, déplore Frédérique Rolet, du SNES-FSU. Il y a même des académies où il faut confier le transport des copies à des compagnies privées ! »*

C'est aussi parce que les limites du système semblent atteintes, que la possibilité d'une réforme du bac – promise par le candidat Macron – n'est plus totalement exclue, que les plaintes et craintes des candidats trouvent un tel écho. On leur prédit, pourtant, un taux de réussite comparable aux sessions précédentes. Réponse le 5 juillet. ■

MATTEA BATTAGLIA
ET GABRIELLE RAIMAN